



La Réunion-Mayotte

2^e trimestre 2018 : l'emploi salarié diminue de 0,4 %

Au premier semestre 2018, l'activité économique a été contrastée au niveau mondial : dynamique aux États-Unis, en Allemagne et en Espagne notamment, ralentie en Italie, dans certaines économies émergentes et dans la zone océan Indien. En France, la croissance a été modérée au premier semestre (+ 0,2 % par trimestre), après une année 2017 très dynamique. D'ici la fin d'année, la progression du pouvoir d'achat soutiendrait la consommation des ménages. Conjuguée à un investissement des entreprises robuste et une accélération des exportations, elle conduirait à une croissance du PIB français de + 0,5 % au 3^e trimestre puis de + 0,4 % au 4^e. Au 2^e trimestre 2018, l'emploi salarié diminue de 0,4 % à La Réunion. Depuis la mi-2017, il est tiré à la baisse par les services non marchands (- 1,1 %) et par les « autres services » du secteur marchand (- 3,8 %), en lien avec la poursuite de la contraction du nombre de contrats aidés. Le secteur privé ne crée pas d'emploi salarié à La Réunion ce trimestre. La construction perd des emplois, en dépit de perspectives de construction de logements bien orientées, tandis que les créations d'emplois sont faibles dans les services aux entreprises. L'emploi salarié reste néanmoins dynamique dans l'industrie, le commerce et l'hébergement-restauration, en phase avec une fréquentation des hôtels en forte progression (+ 4 % par rapport au 2^e trimestre 2017). La création d'entreprises marque un léger repli à La Réunion au 2^e trimestre (- 1 %), après un bon 1^{er} trimestre. La hausse du nombre de micro-entreprises ne suffit pas à compenser la baisse des créations sous d'autres catégories juridiques.

Philippe Paillolle, Nathalie Poleya, Sébastien Seguin, Insee

Au 2^e trimestre 2018, 255 000 salariés travaillent à La Réunion, secteurs privé et public confondus. Par rapport au 1^{er} trimestre 2018, c'est 1 100 salariés de moins.

L'emploi salarié continue de baisser

L'emploi salarié continue de baisser : - 0,4 % ce trimestre, comme au trimestre précédent. C'est la première fois depuis 2012 que l'emploi salarié baisse deux trimestres consécutivement. En glissement annuel, il diminue de - 1,0 %, alors qu'il progresse de + 0,8 % en France (hors Mayotte - *figure 1*).

La baisse de l'emploi salarié s'explique par le fort recul de l'emploi dans le secteur public, qui représente un tiers des effectifs. Entre mi-2017 et mi-2018, 4,7 % des emplois publics ont disparu, après - 3,0 % en 2016. En effet, le nombre de contrats aidés baisse depuis mi-2016, ce qui pèse sur l'emploi public.

L'emploi salarié privé cesse aussi de progresser au 2^e trimestre 2018, après + 0,4 % au trimestre précédent. L'emploi privé, pourtant dynamique sur un an (+ 1 %), ne parvient pas ce trimestre à contrebalancer les pertes d'emplois du secteur public.

Baisse de l'emploi salarié dans les services non marchands

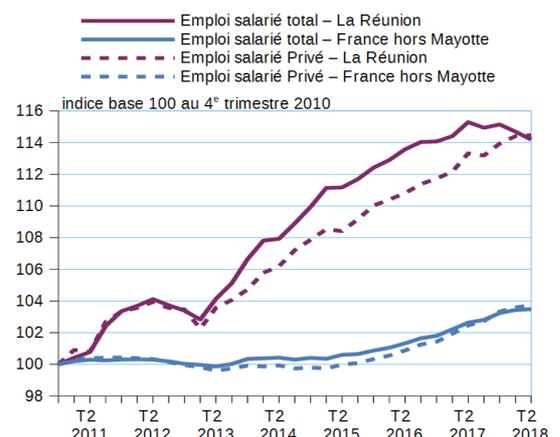
Au 2^e trimestre 2018, 106 900 salariés travaillent dans les services non marchands. Ils exercent dans l'enseignement, l'administration publique, la santé ou l'action sociale.

Ils travaillent majoritairement dans le public (80 %), mais peuvent aussi exercer dans le privé (activités de soutien scolaire, enseignement de la conduite, médecin, etc.).

Dans ces services non marchands, l'emploi se contracte de nouveau au 2^e trimestre 2018, en perdant 1 200 salariés, soit - 1,1 %, après - 1,5 % au trimestre précédent (*figure 2*). Sur un an, 3,3 % des emplois non-marchands ont disparu.

1 L'emploi salarié stagne depuis la mi-2017

Évolution de l'emploi salarié



Note : données CVS, en fin de trimestre
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Forte baisse de l'emploi salarié dans les associations

L'emploi salarié chute de façon encore plus rapide dans les « autres services » du secteur marchand (- 3,8 % sur un trimestre et - 9,9 % sur un an). Ces activités « d'autres services » se déroulent majoritairement au sein d'associations. Ce secteur, comme les secteurs non-marchands, est particulièrement concerné par la baisse des contrats aidés.

Au début du 2^e trimestre 2018, 14 550 personnes bénéficient de contrats aidés, secteurs marchand et non-marchand confondus, soit 3 700 de moins qu'au début du trimestre précédent. Sur un an, la baisse est encore plus marquée : - 11 300 contrats aidés.

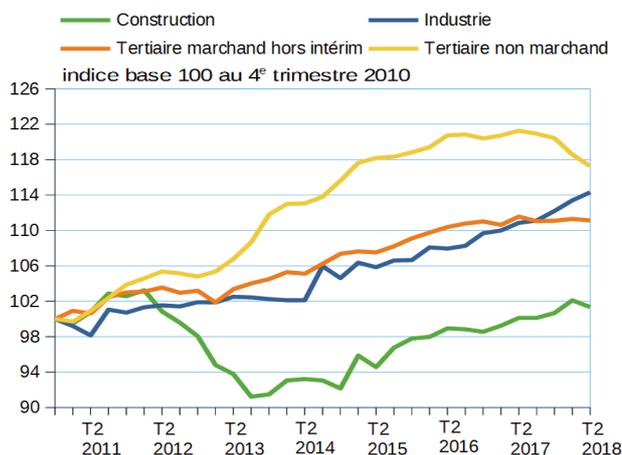
Dans le secteur marchand, l'emploi salarié continue de progresser fortement dans les secteurs de l'hébergement et restauration (+ 3,0 % ce trimestre, + 7,2 % sur un an), et de l'industrie agro-alimentaire (+ 1,4 %, + 5,0 % sur un an, *figure 3*). Il progresse plus modérément dans les activités financières (+ 1,3 %, + 2,5 % sur un an) et dans le commerce (+ 0,6 %, + 2,1 % sur un an).

Dans les secteurs des services aux entreprises, l'emploi salarié progresse faiblement (+ 0,2 % au 2^e trimestre). Toutefois, sur un an, la croissance de l'emploi reste soutenue (+ 1,8 %).

Dans la construction, l'emploi salarié diminue au 2^e trimestre 2018 (- 0,7 % après + 1,4 % au trimestre précédent). Sur un an, l'emploi continue néanmoins de progresser (+ 1,2 %).

2 L'emploi baisse fortement dans les services non marchands

Évolution de l'emploi salarié marchand selon le secteur d'activité



Note : données CVS, en fin de trimestre
Source : Insee, estimations d'emploi : estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

3 L'emploi est stable dans le secteur privé

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié par secteur détaillé à La Réunion

| | Emploi salarié en niveau (en milliers) | T2 2018 / T1 2018 | T2 2018 / T2 2017 |
|-------------------------------|--|-------------------|-------------------|
| Ensemble | 255 | -0,4 | -1,0 |
| Privé | 170 | 0,0 | 1,0 |
| Public | 85 | -1,4 | -4,7 |
| <i>Par secteur d'activité</i> | | | |
| Agriculture | 3 | 0,7 | -1,9 |
| Industrie, dont | 19 | 0,8 | 3,1 |
| Agro-alimentaire | 7 | 1,4 | 5,0 |
| Construction | 14 | -0,7 | 1,2 |
| Intérim | 4 | 4,3 | 27,0 |
| Services marchands* | 108 | -0,2 | -0,4 |
| commerce et réparation | 33 | 0,6 | 2,1 |
| transports et entreposage | 12 | 0,3 | 0,9 |
| hébergement et restauration | 9 | 3,0 | 7,2 |
| information et communication | 4 | -0,7 | -1,9 |
| activités financières | 6 | 1,3 | 2,5 |
| activités immobilières | 2 | 0,0 | -4,8 |
| services aux entreprises | 22 | 0,2 | 1,8 |
| autres services | 20 | -3,8 | -9,9 |
| Services non marchands | 107 | -1,1 | -3,3 |
| * hors intérim | | | |

Champs : emploi salarié total et emploi privé, régional et France hors Mayotte.
Note : données CVS, en fin de trimestre
Source : Insee, estimation d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Avertissements

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié régionales portent désormais sur un champ complet. Elles incluent les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et des particuliers employeurs, contrairement aux séries diffusées jusqu'à l'an dernier. De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf, par les CGSS et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux). Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

À compter d'octobre 2017, l'enquête de fréquentation hôtelière étend son champ aux hébergements collectifs touristiques. Ce nouveau champ sera analysé dans les publications à compter de 2019, mais est déjà présent dans les séries mises à disposition sur insee.fr.

La présente publication porte donc sur les 75 hôtels de La Réunion et ne prend pas en compte les hébergements collectifs touristiques : 54 hôtels classés et 21 hôtels non classés.

Des perspectives de construction de logements bien orientées

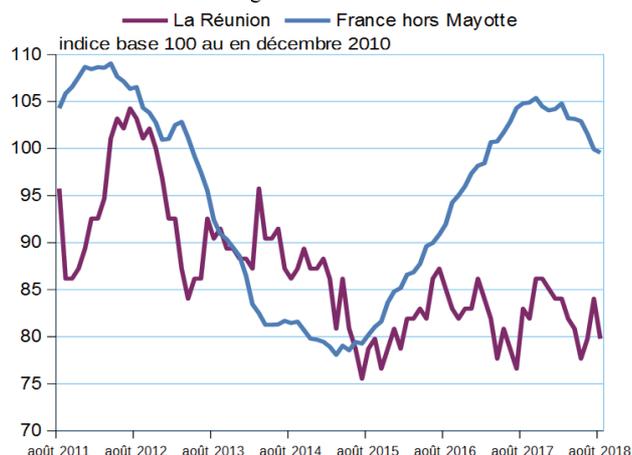
La construction de logements est dynamique à La Réunion : entre juillet 2017 et juin 2018, 7 500 permis de construire ont été délivrés dans la région (*figure 4*). C'est 1,4 % de plus par rapport à la même période un an auparavant, alors que leur nombre diminue pour la France hors Mayotte (- 1,2 %).

À La Réunion, les autorisations de construire diminuent légèrement pour les logements individuels. Toutefois elles restent majoritaires (4 000 logements autorisés). Le nombre d'autorisations de construction augmente en revanche de 8 % pour les logements collectifs.

Les mises en chantier de logements restent également dynamiques au 2^e trimestre 2018. De juillet 2017 à juin 2018, 6 600 logements ont été commencés à La Réunion. Ce cumul annuel est supérieur de 12 % à celui constaté de juillet 2016 à juin 2017. Cette augmentation est portée principalement par l'habitat collectif (+ 18 %). Les mises en chantier progressent plus fortement dans la région qu'au niveau national (+ 7 % sur un an).

4 Le nombre d'autorisations de construction augmente de 1,4 % en un an

Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



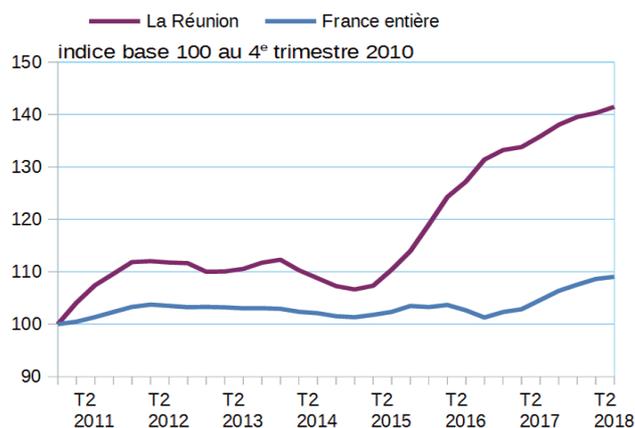
Note : cumul des 12 mois
Source : SDES, Sit@del2.

Plus de clients dans les hôtels moyenne et haut de gamme

Avec 285 500 nuitées, la fréquentation des hôtels réunionnais, classés ou non, progresse de 4 % au 2^e trimestre 2018 par rapport au 2^e trimestre 2017 (*figure 5*). Cette progression est moins importante que celle enregistrée un an plus tôt (+ 7 %). La fréquentation est particulièrement dynamique dans les hôtels de 3 étoiles (+ 13 %) et ceux de 4 ou 5 étoiles (+ 7 %). À l'inverse, elle baisse fortement dans les hôtels non classés (- 19 %) et plus modérément dans les hôtels 1 ou 2 étoiles (- 7 %).

5 Une fréquentation hôtelière en hausse

Évolution de la fréquentation hôtelière



Note : cumul sur les 12 mois
Source : Insee et DGE, enquêtes de fréquentation hôtelière.

Les hôtels de la région Ouest et du Sud sont les premiers bénéficiaires de cette embellie (respectivement + 8 % et + 5 %, *figure 6*). En revanche, la fréquentation des hôtels du Nord-Est recule de 4 %, du fait principalement de la fermeture d'un grand établissement.

Avec 67,6 % de chambres occupées, le taux d'occupation augmente de 7 points par rapport au 2^e trimestre 2017. En effet, la diminution de l'offre de chambres (- 5 %), liée à la fermeture d'établissements, se conjugue à une augmentation de 6 % du nombre de chambres occupées.

Les clients séjournent en majorité dans les hôtels de moyenne ou haut de gamme : les hôtels 3, 4 et 5 étoiles, concentrent 75 % des nuitées au 2^e trimestre 2018. Les clients se tournent en particulier davantage vers les hôtels 3 étoiles : 45 % des nuitées du 2^e trimestre 2018 contre 41 % en 2017.

Léger repli des créations d'entreprises

Au 2^e trimestre 2018, 1 689 entreprises ont été créées à La Réunion. Après les hausses enregistrées les trois trimestres précédents, le nombre de créations d'entreprises diminue légèrement (- 1 %, *figure 7*). Au niveau national, il progresse de 3 %.

Seules les immatriculations sous le statut de micro-entrepreneurs restent dynamiques (+ 3 %). Ainsi, 22 % des nouvelles entreprises sont des nouveaux micro-entrepreneurs : c'est 1 point de plus qu'au trimestre précédent. C'est le niveau le plus élevé depuis le deuxième trimestre 2014.

Au 2^e trimestre 2018, la création d'entreprises augmente seulement dans le secteur du « commerce, transports, hébergement et restauration » (+ 8 %). Dans les autres secteurs, la création d'entreprises est en repli. Malgré une baisse de 4 % par rapport au trimestre précédent, le secteur des « autres services » reste dominant : il concentre la moitié des créations (858 créations).

Sur les douze derniers mois, de juillet 2017 à juin 2018, le nombre de créations d'entreprises progresse de 11 % par rapport aux douze mois précédents (juillet 2016 à juin 2017). Cette hausse profite à tous les secteurs, mais particulièrement au secteur des « autres services » (+ 14 %). Dans le même temps, le nombre de créations augmente de 16 % au niveau national.

Au cours des douze derniers mois, 657 défaillances d'entreprises ont été enregistrées à La Réunion. C'est 2,5 % de plus que sur les douze mois précédents. ■

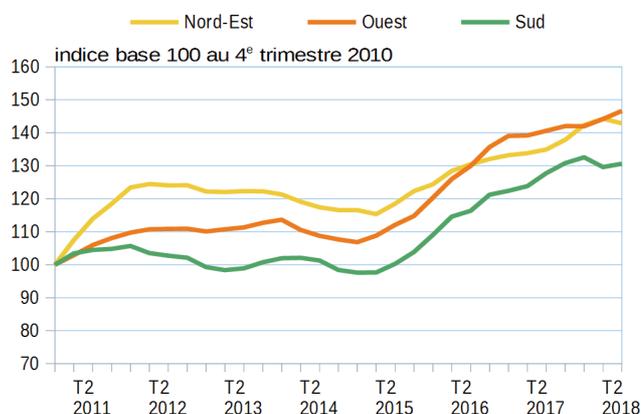
Définitions

Les services aux entreprises correspondent aux **activités scientifiques et techniques**, qui regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, ainsi qu'aux **activités de services administratifs et de soutien**, qui regroupent les activités liées à l'emploi (hors intérim), aux agences de voyage, aux activités de location et à la sécurité.

Les **autres activités de services** sont majoritairement composées des activités des organisations associatives. Elles comportent également les activités d'arts et spectacles ou récréatives et d'autres services personnels.

6 Une fréquentation hôtelière dynamique dans l'Ouest et le Sud

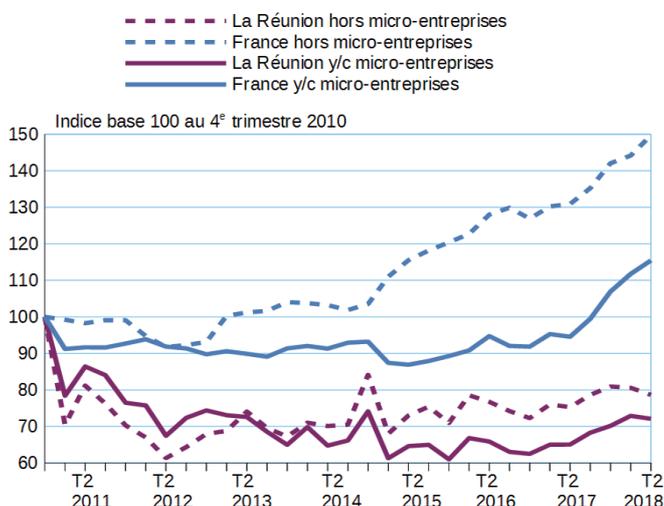
Évolution de la fréquentation hôtelière par micro-régions à La Réunion



Note : cumul sur les 12 mois
Source : Insee et DGE, enquêtes de fréquentation hôtelière.

7 Les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs continuent de baisser

Création d'entreprises, y compris micro-entrepreneurs



Note : cumul sur les 12 mois
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Contexte international : Début 2018, les écarts de croissance s'accroissent entre les grands pays

Au premier semestre 2018, l'activité a été stimulée aux États-Unis par une politique budgétaire procyclique ; en zone euro, l'allant des économies allemandes et espagnoles contraste avec les difficultés observées en Italie. Certaines économies émergentes connaissent par ailleurs de fortes tensions financières et inflationnistes. L'environnement international resterait néanmoins porteur, avec un commerce mondial encore dynamique malgré les tensions protectionnistes.

La conjoncture économique s'est dégradée dans la zone océan Indien. L'économie sud-africaine subit le contrecoup du contexte politique avec la démission en début d'année du président Jacob Zuma et entre en récession. La croissance économique ralentit quelque peu à Maurice, la demande globale ralentit à Madagascar et la fréquentation touristique aux Seychelles est moins élevée au 2^e trimestre 2018 qu'à la même période l'année passée.

Contexte national : En France, l'activité accélérerait au second semestre après avoir été modérée au premier semestre

La croissance française a nettement ralenti au premier semestre (+0,2 % par trimestre) après une année 2017 très dynamique. Au-delà des facteurs internationaux qui ont pesé sur le climat des affaires, l'activité économique a été pénalisée par des facteurs ponctuels (grèves, baisse du pouvoir d'achat au premier trimestre, moindre consommation en énergie, maintenance de raffineries).

Cependant, le retour à la normale dans les secteurs des transports et de l'énergie, combiné à des immatriculations dynamiques durant l'été, conduirait à un rebond de la consommation des ménages au troisième trimestre. En fin d'année, le pouvoir d'achat progresserait fortement en raison des réductions de cotisations sociales et de taxe d'habitation ; il prendrait ainsi le relais pour soutenir la consommation. Bénéficiant également d'un investissement des entreprises robuste et d'une accélération des exportations, le PIB français croîtrait de +0,5 % au troisième trimestre puis de +0,4 % au quatrième, conduisant à une croissance de +1,6 % en moyenne en 2018.

Méthode

Les estimations trimestrielles de l'emploi salarié sont élaborées à partir de différentes sources :

- les déclarations de cotisations sociales des établissements faites aux Urssaf (unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) et Caisses générales de sécurité sociale (CGSS), soit sous forme de bordereaux récapitulatifs de cotisations (BRC), soit de déclarations sociales nominatives (DSN) ;
- les fichiers de paie pour les personnels de la fonction publique d'État ;
- les déclarations de cotisations sociales collectées par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- les déclarations d'emploi des particuliers employeurs provenant de trois formalités administratives : déclaration nominative simplifiée (DNS), chèque emploi service universel (Cesu) et prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) ;
- les déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire (ETT) adressées à Pôle emploi, auxquelles se sont progressivement substituées les déclarations sociales nominatives (DSN) à compter de mi-2016.

Insee La Réunion-Mayotte
Parc technologique de Saint-Denis
10 rue Demarne - CS 72011
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directeur de la publication :
Aurélien Daubaire

Rédaction en chef :
Julie Boé

ISSN : 2275-4334 (version imprimée)
ISSN : 2272-7760 (version en ligne)

Pour en savoir plus :

- Les séries longues sur le « [Tableau de bord de la conjoncture à La Réunion](#) » ;
- [Tableau de bord économique de La Réunion, Cerom, juin 2018](#) ;
- « [Comptes économiques rapides de La Réunion en 2017 - Une croissance soutenue](#) », *Cerom*, juillet 2018 ;
- [Construction neuve à La Réunion - Note de conjoncture](#), Deal La Réunion, août 2018 ;
- Pouget J. et Tallet F., « [Le pouvoir d'achat se redresse, mais les incertitudes internationales persistent](#) », *Point de conjoncture*, octobre 2018.

